

CONSTRUCTION DE LA GOUVERNANCE, IDÉES POLITIQUES ET ÉVOLUTION DE MENTALITÉS : DISCOURS SUR LE MODÈLE ALGÉRIEN

Mohammed TAIBI

*Professeur Faculté des sciences sociales, université
d'Oran Es Senia*

INTRODUCTION

Le concept de « La bonne gouvernance » et les concepts de famille généalogique qui l'ont précédé telles la laïcité, la modernité, la démocratie et même celui de la république, ressemblent à une sorte de pluie de météorites ou de comètes qui auraient arrosé semble-il avec leur sens et leurs structures les imaginaires dormants d'une culture politique et philosophique arabe depuis des siècles fragmentée, fragilisée par des pannes épistémologiques. Ses matrices peu irriguées par les courants de la critique sont devenues peu fécondes sinon stériles et inadaptées aux enjeux du savoir et de la pensée dans les constructions politique, sociologiques et économiques.

Les logiques qui ont traversé les discours et les pratiques politiques depuis le temps khaldounien jusqu'à aujourd'hui, expriment en clair, une sorte de désarroi d'une pensée perdue dans les méandres d'une légitimité mythique, et perdante dans ses efforts pour aboutir à construire un arsenal conceptuel performant qui la placerait comme ça été le cas avec Ibn Rochdn Ibn Toufail, ibn Arabi et ibn Khaldoun et tant d'autres, dans le sillage de la pensée universelle.

Toute tendance vers l'efficacité de l'ordre fondée sur l'esprit d'analyse est un signe qui annonce l'exigence d'une refondation de l'organisation de l'action publique.

L'étrangéité du concept et le ridicule qui semble l'enveloppé dans le discours des systèmes politique arabe renseignent pertinemment sur la crise structurelle et normative qui caractérise la gouvernance arabe actuelle minée par un despotisme qui n'arrive plus à s'éclairer bloquant depuis des siècles l'instauration d'institution en mesure de prendre en charge efficacement les besoins en organisation et en développement.

L'histoire et ses références, le sacré et ses exigences, sont devenues alors une sorte d'étouffoir affaiblissant tout pilotage intellectuel fécond qui aurait convenablement expliqué le concept **de la décadence** tant décriée et aurait aussi accompagné actuellement les expériences de développement tant vantées. L'exclusion de la pensée comme facteur structurant les pratiques sociales, a engendré dans bien des situations, la culture de l'exclusion qui a phagocyté les mécanismes de la production de l'intelligence et réduit la place du savoir dans le développement humain dans un espace qui a fondé toute sa grandeur sur le caractère pionnier de sa pensée. Le soleil des arabes a cessé de briller ; mais il a brillé.

La question du développement politique, le creuset de toute gouvernance bonne ou moins bonne, sciemment ignorée par les ordres approximativement représentatifs sinon exclusivement assabiens, commence aujourd'hui à donner ses fruits amers avec « ses raisins de la colère ».

La raison politique dans le monde arabe est phagocytée par les populismes de terroirs qui déstructurent la hiérarchie des responsabilités publiques au profits d'un centralisme archaïque qui bloque toute tentative de sélection et de hiérarchisation fondée sur le mérite et la compétence. La puissance idéologique ou assabienne réduit drastiquement la puissance publique fondée sur le droit.

Au coeur des crises et des fitan qui traversent et agitent le monde arabo-musulman, la gouvernance et le modèle étatique (référents doctrinaux et hiérarchisations des pouvoirs) sont au coeur des débats et constituent un enjeu majeur pour les ruptures annoncées par les uns et attendues par les autres.

Les voisins de palier et partenaire surtout par l'histoire, union européennes et USA tentent pour préserver leurs influences et leurs acquis de présence fondés sur des alliances amères, de forcer les matrices en gestation et les inséminer pour qu'elles engendrent alors un modèle de gouvernance « convenable ».

Les gouvernements initiés par les puissances protectionnistes et fractionnistes ont marqué leur règne par une construction raisonnée de la dépendance. Un Farouk d'Égypte partagé entre les caprices des siens et les intrigues incessantes des officiers de sa majesté a détourné l'Égypte d'une *nahda* à sa portée ⁽¹⁾. L'arrivée de forces ethno idéologiques nouvelles et l'émergence des nationalismes locaux n'ont pas tenu leur promesse et ont fini dans les impasses que nous connaissons.

L'échec de « l'état de la révolution » et « l'extinction » progressive des systèmes dynastiques tribalo-religieux ont mis à nu une gabegie de gouvernement qui a dilapidé tous les atouts de la renaissance féconde.

L'échec de la politique dans le monde arabe, qui sous les coups de buttoirs d'un Occident hégémonique et agressif, est en train d'alimenter une *sahwa* dont les contours idéologiques sont insaisissables, mais le principe d'une bonne gouvernance telle intériorisée par l'imaginaire sociale depuis des siècles est en effet la pierre angulaire.

Les faussaires de la mémoire collective, ont obscurci l'imaginaire sociale et politique en l'enfermant dans un clos devenu insensible aux sens et aux questions du renouveau. Les mémoires faussées, abîmées ou congelées tétanisent les volontés collectives et les placent dans une situation passive. Le principe des luttes historiques se réduit et se transforme en conflits latents subjectifs et sans stratégies.

1. En effet, l'Égypte des années quarante étaient traversée par des gestations et des bouleversements profonds. Une séparation entre le palais et l'exécutif, une presse bien ancrée dans la diversité d'opinion et une élite politique, intellectuelle très active. La révolution nassérienne a négocié les libertés publiques contre les utopies nationalistes qui ont tout de même remodelé pour un temps le champs politique arabe et permis au moins une certaine prise de parole politique et historique qui semble aujourd'hui baillonnée et circonscrite la volonté indiscutable du nouvel empire ou le NWO.

Les discours sur les légitimités idéologiques ont réduit la politique à sa plus petite dimension. Les hommes et le pouvoir ne passaient alors par aucune grille du savoir et se contentaient alors d'une ghalaba sanguinaire tantôt révolutionnaire tantôt. Le désordre politique arabe qui par manque de démocratie n'a réalisé aucun développement structurel, se trouve confronté aux difficultés induites par ses propres logiques qui ont ignoré l'exigence d'une gouvernance consensuelle et transparente.

De fait alors, la problématique de la bonne gouvernance semble venir d'un ailleurs plus au moins meilleurs qui pourrait éventuellement sauver et « déviruser » l'imaginaire politique arabe des hantises « d'un état islamique » dont les animateurs se recroquevillent pour l'instant autour des villes à conquérir, et sauver aussi la république des dérives des systèmes qui s'inventent une nouvelle mission celle de protéger le pouvoir, de satisfaire sa clientèle et de gaver ses appareils, au lieu de se consacrer à la pérennité de l'état et le renforcement du lien social et national.

Le concept de bonne gouvernance dans le cas de la société musulmane est lié aux concepts des mawazine entre Al Mana (interdire) et le Manh (satisfaire) et du ijmaa et twafouk qui se vérifient dans l'action de l'administration publique et le comportement de ses agents.

Ce credo s'est au fait au centre des idées politiques en Islam. Les avortements qu'il a subi et les violences qu'il a engendrées l'ont tellement perverti qu'il est devenu dans l'imaginaire politique un mythe voire une légende inaccessible.

La bonne gouvernance est aujourd'hui une entreprise complexe qui au-delà de la problématique de gestion du Mel al am (deniers publics), doit entreprendre par des actions pédagogiques la restauration de la sérénité politique, réduire les séquelles des mémoires abîmées par le despotisme et la ghalaba assabienne.

Les accidents des mémoires politiques (répression des élites) ont fragilisés la construction d'une élite politique qui par son esprit créateur réalise les contours d'une pensée critique et critiquable d'un côté et en mesure de produire des données qualitatives sur l'action publique des gouvernants.

La confusion entretenue entre le moulk et la khilafa, entre le Calife et l'imam, a alimenté les flux des idéologies et politiques relatives aux légitimités des origines de la question politique en islam, déclenchée avec panache dans le congrès de sakifat bani saada et a aussi dans sa foulée, circonscrit la question du modèle de l'organisation étatique en société islamique post prophétique. La confusion du modèle de transition d'abord et de continuité était telle que la sémantique de l'institution politique post prophétique était absente. Le concept de khalifat - du prophète- et non de Dieu était timidement avancé quand à celui Amir Al mouminine introduit presque par hasard et sans débat doctrinal durant le mandat d'Omar el farouk qui a cultivé avec art et manière le sens du droit et de l'autorité dans l'imaginaire politique musulman encore en formation car toujours animé de réflexes assabiens et jahiliens.

Le premier khalif de l'islam relativement plébiscité suite au long débat de la sakifa avait avec la sagesse et la générosité qui étaient les siennes qu'ils souhaitait le soutien des musulmans que s'il montrait les signes tangibles de la réussite de sa mission et qu'ils les exhortaient à le destituer s'ils remarquaient alors des insuffisances dans son action politique. Son succès politique et militaire ne tarda pas à se réaliser. Il rétablira l'ordre et la sécurité avec rigueur suite aux troubles des tribus renégates. Cet instant majeur dans les logiques successorales est totalement exclu de l'argumentaire des légitimités politiques élaborées par les différentes écoles du fikh politique musulman. L'esprit pratique de cette déclaration qui avec les argumentaires de la sakifa et la culture du consensus politique ingénieusement menés par Omar ont, de notre point de vue cultivé les germes de la raison politique musulmane. Ce germe a été enterré, vivant encore dans l'esprit des compagnons du Prophète tels Abi dhar et l'imam Ali et beaucoup d'autres au profit des thèses légitimistes qui ont taillé la fonction et le statut politique dans la matière brute du sacré et arrosé de sens encore peu compris du Coran. Quelles sont alors les connotations d'une telle déclaration :

Dans l'esprit de celui qui est le plus inspiré des témoins et des continuateurs de l'héritage prophétique, pour ne pas dire le plus sage d'entre eux, la politique est une charge et une responsabilité comptable

d'abord devant ceux qui ont accompli l'acte de la baïa. C'est un contrat politique qui n'échappe nullement aux principes de la critique ni à celui de l'alternance fondé alors et d'abord sur la compétence et la fidélité à la tradition.

Le Deuxième khalif qui n'a pas eu que des amis, modèle dans le dévouement et organisateur acharné et fondateur de l'esprit de l'état en islam, Omar ibn Al khattab avait cultivé à sa manière la tolérance politique et religieuse et engagé les musulman armés de leur Coran et de leur foi dans la modernité politique de leur temps. On assistait alors à une sorte de gouvernance pratique qui élaborait dans la douleur et l'adversité les profils d'une société toujours en formation et les fondements d'une oumma encore inachevée. C'était la centralité politique émergente dans la tradition politique arabe qui structurait le sociétal alors que les structures sociales préislamiques suivaient difficilement la locomotive politique khilafienne.

Cet élan organisateur a réduit avec l'extension géographique de l'Esprit et de la Lettre de l'Islam et les conflits des prétentions politiques assabiennes et les doctrines des légitimités successorales pour promouvoir une bonne gouvernance qui satisfait à la fois la symbolique de l'autorité prophétique tout en engageant avec douceur les ruptures nécessaires dictées d'abord par le recule de l'esprit communautaire qui a marqué la période prophétique au profit de l'esprit de la Oumma qui commençait à atteindre sa pleine formation pour exiger objectivement alors, l'introduction des rapports de force dans les leviers de la décision politique et reconsidérer progressivement les mécanismes de la représentation khilafienne avec l'arrivée de nouvelles identité et de nouvelles culture dans le corps de la Oumma. Les tiraillements entre ceux qui voyaient venir l'ordre temporel et les défenseurs acharnés de la continuité de la sainteté politique engageront la oumma en formation dans les sanctuaires ou s'affronteront à jamais les idées du pragmatisme et de la assabia d'un côté et les idées du puritanisme imamien. Entre ces courants s'est cristallisée une certaine idée de la politique en Islam. Ceux qui ont alors « détourné » la Révélation ont marqué l'histoire de leurs emprunts, les purs de leur côté ont versé leur sang et cultiver les mythes des justes en attendant le mahdi qui tarda à venir. Entre les

deux rives de la raison politique musulmane beaucoup d'eau et de sang ont coulé, alimenté tantôt par les sacrifices et des purs, tantôt par des sectes fanatisées qui ont semé la terreur et fondé le terrorisme politique. La bonne gouvernance initiée dans la tourmente par les éclairés a sombré laissant la voie libre à une sorte de gouvernance fonctionnant dans le séculier et se présentant drapé dans le sacré.

De la bonne gouvernance ne survivra que dans les festifs et les rituels pour extirper les baïa et récupérer les impôts.

L'imaginaire politique musulman et à son corps défendant et tout en supportant les dérives du despotisme oriental se consacra tantôt à ses révolution manquées ou a construire la fantasmagorie d'une justice qui depuis le temps des khoulafa éclairés n'a presque jamais été au rendez-vous. Le Mahdi attendu pour faire régner la justice divine sur les hommes est l'expression idéologique d'une bonne gouvernance qui par manque de pensée politique structurante relève toujours des domaines des mythes et des légendes.

L'état national dans le monde arabe : émergences ou résurgences

Les normes sécuritaires qui ont dominé la construction de l'Etat national dans tous les pays arabes avec des différences perceptibles, ont réduit la fonction sociale de la politique, car les limites fonctionnelles et institutionnelles entre le politique et le sécuritaire se confondaient.

Ces logiques ont abouti à un affaiblissement du rôle et de la fonction stratégique du sécuritaire et à une désappréciation sinon à une décrédibilisation et même à une délégitimation quand la légitimité existe, de l'action politique et de son système.

La bonne gouvernance est au cœur des ruptures nécessaires avec les modèles qui ont construit l'état avec la révolution ou qui ont structuré les pouvoirs sur des alliances tribalo- religieuses. Les logiques de la gouvernance démocratique trouveront sur leur passage les logiques de la gouvernance du Adl et du Ihssan porté des siècles par l'imaginaire social musulman truffé qu'il est par le mythe du Adl qui attend toujours son Mahdi.

La wilaya du fakih a semble-il apaisé les ardeurs de l'imaginaire politique chiïte. Le monde sunnite reste quant à lui partagé entre un pragmatisme approximatif et une dynamique qui se veut jihadienne mais qui semble piégée par ses archaïsmes de la pensée et les excès des subjectivités qui se cultivent pour mourir.

Les ruptures historiques et aussi les ruptures dans le domaine de la connaissance théorique et philosophique ont favorisé ; dans leur course effrénée vers le dogmatisme et son Nakl, l'émergence d'un archaïsme politique qui a inséminé la conscience de mythes réducteurs qui de frustration en frustration ont créé les conditions nécessaires à l'émergence de la violence politique comme réponse à de situations nationales caractérisées par une sous gouvernance incohérente et inefficace et à une conjoncture mondiale pour le moins avilissante pour le monde musulman.

Aujourd'hui comme hier, un Ijtihad de synthèse féconde et novateur est incontournable pour gérer les subjectivités politiques des croyants et leur éviter de sombrer dans les mythes diabolisant la démocratie et refusant les modernisations politiques.

La bonne gouvernance exige dans ce genre de situation, une nouvelle charpente intellectuelle qui clarifie la différence entre la daawa et la dawla, qui instaure un régime légitime et un cadre légal de la responsabilité politique, qui doit à son tour cultiver la démocratie au coeur de la société pour qu'elle devienne un mécanisme pour l'alternance politique. Les objectifs initiés par la banque mondiale et ses fonctionnaires semblent ignorer les bouleversements profonds et violents qui traversent les matrices sociologiques et politiques du monde arabe. La gouvernance des uns se réfère à une histoire et à une tradition complexe avec ses petits succès et ses grands échecs, la gouvernance des autres se suffit d'un cadrage pragmatique qui manque de supports et d'acteurs.

Si la gouvernance bonne ou moins bonne, se construit sur la base d'un processus où se croisent les structures de l'imaginaire et sa mémoire, la gestion savante et performante des domaines de la socialité, et enfin l'entreprise politique avec ses normes et ses lois, elle est

alors non une recette de circonstance, mais le registre où sont consignés les efforts des hommes et les référents des idées qui à chaque fois, tant dans les continuités que dans les ruptures, dans les périodes de stabilités que dans les passages de crises, ont tenté de construire une gouvernance qui serait au service d'un certain modèle de Oumran.

Dans toute gouvernance se cultive d'une certaine façon et selon les cultures et les traditions un certain sens de l'autorité, un modèle du schéma du pouvoir et une certaine norme de la hiérarchie.

Alors toute gouvernance pour être bonne et efficace, ne peut se passer de la rigueur de l'organisation et de l'encrage de la politique qui prend en charge et dans le cadre d'un esprit de consensus et de partage raisonné des richesses, l'intérêt commun de la communauté.

La gouvernance de la ghalaba et du despotisme, la puissance de l'état assabienne, peuvent engendrer un ordre sultanien fort et intégrateur en mesure de prendre en charge les besoins vitaux de la communauté, sans pour autant aboutir à une gouvernance crédible et performante.

Dans les pratiques de la gouvernance et à la lumière de ses modèles historiques dans l'espace musulman surtout, on relève la pertinence du facteur de l'urbanité et le poids de la norme et de la justice (Adl).

Ces deux paramètres fondent alors les référents culturels et politiques qui structurent la matrice de toute gouvernance.

Si la gestion des domaines de la vie sociale (banques, électricité, eau, éducation...) est une affaire de savoir et de pouvoir, de technique et de génie, qui donnent à la gouvernance sa performance, la gouvernance est aussi un « art » et une stratégie fondés sur le savoir et le pouvoir, particulièrement le pouvoir de l'argumentaire et de la communication de la gouvernance. Alors la gouvernance est une affaire d'acteurs formés et informés qui investissent des compétences pour consolider les liens de la socialité et les normes de la moralité politiques (Adab assoultania).

Mémoire et gouvernance

La mémoire communautaire n'est pas une série de souvenirs qui se dessinent et apparaissent pour alimenter les subjectivités et fouetter les identités endormies. Elle est le **creuset** et la matrice où sont préservées

et entretenues les sédimentations et les sources qui nourrissent la volonté de la communauté et cadrent en permanence son entreprise sociale.

On ne peut alors gouverner sans mémoire et toute mémoire ne serait vivante que si elle enclenche à chaque fois dans la paix et dans l'adversité, les forces qui animent la volonté de faire et de dire. C'est-à-dire la volonté d'être, de paraître et d'avoir.

Cette volonté qui embrasse globalement les facteurs qui structurent le oumran et sa politique aboutirait souvent à une certaine forme de la gouvernance. Cette dernière engendre de son côté le modèle de société.

1-Gouvernance et société

Les archaïisations structurelles que les anthropologues et les ethnologues ont relevés et conceptualisés pour élaborer les doctrines de distinction entre sociétés à écritures et société sans écritures, entre « société étatisable » et « société non étatisable » dirai-je pour forcer la sémantique en de pareilles circonstances avaient pour des raisons de préjugés, occulté la problématique de la gouvernance. Cette occultation cachait en fait un problème théorique relatif à l'hypothèse d'une gouvernance sans Etat et aussi éventuellement un état sans gouvernance. On poussant davantage le raisonnement et on s'interroge alors sur le lien éventuel entre l'exigence de la centralité politique et la question de la bonne gouvernance. La centralisation est décrite aujourd'hui comme phénomène entravant la démocratisation. Elle est même décriée. La flexibilité remarquée entre la centralité politique dite républicaine dans certains Etats africains et les sultanats locaux ont des années durant marqué les équilibres ethno-républicains pour se fondre. La république n'a pas survécu aux coups de buttoirs de la tribu.

Le résultat perceptible aujourd'hui, consiste à dire que le local et le spécifique qu'il soit anthropologique ou religieux restent des facteurs structurant toujours un segment essentiel de la gouvernance.

Dans ce cafouillis le concept de politique est, de son côté mis à rude épreuve. L'Etat politique ou l'état de la politique dépendent-ils d'un certain état de Oumran pour élaborer un modèle de gouvernance. ?

La politique est alors un phénomène complexe qui se manifeste dans toutes les pratiques humaines qui touchent de près ou de loin la question du pouvoir et de l'autorité.

Et si les théoriciens de la politique s'accordent pour admettre l'ambiguïté du concept de « politique », il le place dans une matrice écologique et sociologique dont le modèle n'est ni universel ni standard. C'est le concept de « Cité » et de « la catégorisation des hommes » qui l'habite, il s'agit du politique, car n'est pas de la cité qui veut.

Le maillage conceptuel qui structure le phénomène de la politique et les ambiguïtés qui le caractérisent nous permet de mettre la gouvernance dans la matrice écologique ⁽²⁾, philosophique et culturelle pour lui éviter toute modélisation standard qui, par des forceps d'écoles ⁽³⁾ déjà décriées par les approches récentes, l'enfonce dans un eurocentrisme réducteur ou même dans l'idéologie globalisante du nouvel empire.

La gouvernance est, comme le restant de son lignage et de sa généalogie conceptuelle, renvoie d'abord à des discours et des réalités qui fondent sa relativité et constituent souvent un enjeu de pouvoir, mais aussi à des analyses qui font d'elle l'objet d'une connaissance qui cherche l'objectivité et alimente les sens qui traversent alors en profondeur les logiques sociologiques (le lien social , le lien identitaire) et permettent une interprétation des faits qui satisfassent en dernier le souci de généralisation du modèle. ⁽⁴⁾

2 Certains philosophes ont tenté d'expliquer les différences des systèmes politiques par les climats et les géographies. Aristote, Hintington, Bodin et Montesquieu ont insisté sur le facteur climatique. L'historien Belge, J .Perenne explique l'histoire politique des nations par les facteurs maritimes et continentaux.

3 Ces écoles ont établi alors une typologie structurelle des systèmes politiques : les systèmes primitifs dans lesquels la différenciation structurelle est réduite et la culture politique est fermée, les systèmes traditionnels dans lesquels les structures politiques sont différenciées et se caractérisent par une « culture du sujet » et les systèmes modernes dans lesquels il y a différenciation non seulement des structures gouvernementales , mais également des « infrastructures » politiques (partis politiques, groupes d'intérêt,) qui se caractérisent par une « culture de participant » in Charles Debbasch , Jean Marie Pontier « introduction à la politique » Dalloz paris 2000 p 10.

4 On cite à titre d'exemple l'approche de T Persons et son « modèle culturaliste ».

Si la littérature moderne a fait ressurgir le concept de la gouvernance c'est que l'état de l'Etat moderne a pris de formes incontrôlables. Devenu tentaculaire et obèse, l'Etat nation en Occident qui est rentré de plein dans l'ère de la souveraineté limitée, se trouve confronté à un développement gigantesque des institutions et l'émergence « de système de régulation inédit, marqué par l'emprise de mouvements sociaux, d'entreprises transnationales et d'organisation échappant à l'Etat

Ce concept et surtout dans ce contexte a été utilisé par la banque mondiale pour désigner surtout sinon exclusivement, les institutions, les pratiques politiques, les modèles de gestion des administrations publiques qui seraient utiles au développement des pays pauvres. Cette notion s'est affirmée pour se poser dans les réflexions normatives sur l'ordre politique et les institutions»⁽⁵⁾.

Le débat sur la gouvernance qui a pris des proportions inattendues particulièrement dans les médias et chez les animateurs d'opinion explique une tendance qui reste sur le plan de la théorie une simple nébuleuse et qui consiste à faire passer l'idée devenue par la suite une norme et une conviction selon laquelle les gouvernements même légitimes, n'ont pas ou n'ont plus « le monopole de la puissance légitime ... et qu'il existe d'autres instances contribuant au maintien de l'ordre en participant à la régulation économique et sociale. Les mécanismes de gestion et de contrôle de affaires publiques impliquent au niveau local, national et régional un ensemble complexe de structures bureaucratiques, de pouvoirs politiques plus ou moins hiérarchisés, d'entreprise de groupes de pression privés et de mouvements sociaux »⁽⁶⁾.

La gouvernance est un objet d'analyse qui renvoie aux problématiques des régimes d'une manière globale, même si la tendance dominante de la réflexion l'inscrit dans les matrices de la pensée néo-libérale

5 Pierre de Senarclens « la mondialisation, théories, enjeux et débats » ed. A. Colin 3è Ed. p.50.

6 idem.

trop susceptible face au monopole étatique d'un côté, mais louant sans réserves les bienfaits de la privatisation des services publics et de nouvelles méthodes de gestion administrative. Selon O. Young, le développement des systèmes de régulation obéit à des logiques utilitaires et pragmatiques et ils ne reflètent pas seulement les hiérarchies de puissance, mais des convergences d'intérêts et de rationalité ⁽⁷⁾.

Alors, Les institutions, les normes et les procédures qui permettent selon Young, aux gens d'exprimer leurs aspirations et de lutter pour leurs intérêts dans un contexte relativement prévisible et équitable, constituent les fondements de la bonne gouvernance.

Le partage des espaces de puissance entre les nouvelles formes de l'autorité ont introduit le concept du consensus comme logique fondé sur un système de règles largement acceptées. C'est une sorte de coexistence fonctionnelle entre de nouvelles légitimités, les unes anciennes, celles de l'état et les autres émergentes, celles de la société civile et des groupes de pression. C'est à ne point douter des débats que ne font que commencer sur une problématique bien ancienne et qui concerne la corrélation et les articulations entre l'Etat et la sphère de l'économie qu'Ibn Khadoun avait dès le 14^e siècle évoqué avec beaucoup de clarté.

Derrière les rideaux des sens, on pressant en effet :

- le constat définitif de l'incompétence signalée des états de la périphérie.
- Le prélude non annoncé d'une recomposition géopolitique du monde qui anéanti alors tout souffle géoculturel.
- Les contours bien dessinés d'une centralité politique mondialiste monopolisé par les tentatives du nouvel empire.

Dans la théorie, la question du développement politique évoquée par « l'approche développementiste » semble poser la problématique de la dynamique des institutions politiques et son corollaire la question

7. O.R.Young « International governance. Protecting the environment in statless society, 1994 in Pierre de Senarclens « la mondialisation, théories, enjeux et débats » ed. A. Colin 3^e Ed. p.51.

combien lancinante du « pouvoir partagé » et le poids des références culturelles ⁽⁸⁾ qui de part leurs symboliques et leur argumentaires, avec les revendications qui les traversent, donne au système politique sa spécificité et fondent une bonne part de sa légitimité. Le développement global et structurel de la société moderne se fonde sur le développement politique dont la démocratisation est le vecteur et le facteur essentiel.

L'enchevêtrement remarqué des concepts et des stratégies est l'expression d'une accointance de sens qui fait que toute gouvernance est avant toute chose une construction qui se fonde sur une conception précise, nuancée ou parfois fois obscure même, de la hiérarchie des facteurs qui structurent le Oumran et légitime l'autorité.

La gouvernance et ses modèles sont alors un objet partagé. Ils sont en effet et selon le contexte historique des idées et de la pensée (politique, religieuse ou mythique) une réalité qui structure le vécu, interpelle l'autorité, et légitime par ses discours et ses symboles le pouvoir. De ce fait la problématique de la gouvernance est sur le plan du sens et de la fonction sociale, intimement liée tant dans ses origines et ses modèles, à la problématique de l'Etat et à toutes les pratiques et les organisations qui lui sont alors liées (pouvoir, capacité de commandement, modèle de légitimation et de domination).

D'un autre côté la gouvernance est au centre des préoccupations de la pensée juridique, politique et sociale car elle préfigure le schéma directeur relatif à la gestion des affaires publiques, de l'intérêt commun au centre duquel se trouve alors impliqué la question lancinante du Adl pour la pensée musulmane et de la démocratie pour la pensée occidentale libérale, car faut-il le rappeler, la pensée occidentale marxiste à

8. La polyarchie est une notion qui désigne le système dans lequel le pouvoir est partagé. La démocratie en est l'expression même. C'est R. A. Dahl qui conscient du poids des cultures dans l'action et la pensée politique n'omet pas de signaler ce qu'il appelle les « sous-cultures » telles les facteurs religieux, raciaux et linguistiques et leur influence sur la gouvernance.

surtout institué la dictature de son prolétariat et la thèse de l'extinction de l'Etat comme schéma de gouvernance.

La gouvernance comme l'Etat et le pouvoir sont partagés entre :

- la nécessité de préserver la souveraineté interne et les exigences d'un pouvoir de décisions suprêmes en mesure de maintenir les conditions nécessaires d'un Oumran ou seraient préservées et les condition d'une paix sociale et civile, et aussi l'exigence toujours renouvelées d'une autorité ordonnant des hiérarchies de commandement politiques assumée et supportée par la collectivité nationale ou communautaire.

- Le renforcement de l'efficacité de l'arbitrage des conflits, et le perfectionnement de l'arsenal juridique et « légalement répressif » de la gestion des crises qui déstructurent le lien social.

- La vision stratégique relative surtout à la gestion des relations avec les autres souverainetés régionales ou internationales, les capacités à contenir et à piloter les manifestations ethno- politiques qui essaient de transgresser le principe de la centralité politique et de la souveraineté.

La bonne gouvernance est plus que la politique a toujours marqué la mentalité des communautés et structuré leur identité.

Aux origines historiques de l'état et de la politique se trouvent enracinées et bien cultivées les origines de la gouvernance.

Les questions de « qui peut » ou « doit gouverner », de « comment gouverner » constituent en effet la matrice de la problématique de la gouvernance.

Depuis les temps de la souveraineté divine du prince jusqu'à la souveraineté absolue et même perpétuelle d'une république qui navigue entre les bords de la dictature éclairée, sombre ou sobre et les exigences contemporaines d'une démocratie humaniste et représentative, la gouvernance et ses fruits sur le développement humain constituent alors tant pour la recherche que pour le oumran⁽⁹⁾, un paramètre révélateur de la construction politique.

9. Dans le sens Khaldounien du terme.

La gouvernance est au coeur des grands équilibres des sociétés et ne peut se réduire ni à un simple maillage politique ni à un maquillage dans l'exercice de l'autorité et du commandement.

Si dans la pensée politique occidentale, on relève, malgré les nuances et les différences entre les écoles de cette pensée, un consensus définitif, devenu par la force du système médiatique une idéologie politique dominante sur la rupture totale avec l'absolutisme et le totalitarisme (dictature prolétarienne et le totalitarisme dit soviétique) le monde avoisinant qui est l'espace arabo-musulman est toujours sociologiquement bloqué et idéologiquement partagé sur la question du modèle étatique et le profil de la gouvernance qui devait être le sien.

Entre les vicissitudes de l'histoire et les cultures juridiques (droit positif ou Fikh) entre les systèmes de la représentation politique (parlement ou d'autres formes de la représentation) et l'efficacité du pilotage des affaires publiques, du bien commun, la gouvernance est au centre des préoccupations des différents acteurs du domaine politique.

Si les avancées annoncées par la pensée et vécues par les sociétés occidentales font admettre aujourd'hui que l'état n'est plus un sujet protégé par aucune sacralité ni encore une structure fondée sur l'infailible (la *issma*), sa problématique aujourd'hui dans le monde arabo-musulman est idéologiquement partagée entre deux « infailibilités idéologiques suprêmes »:

« Celle d'un nationalisme libérateur pour les uns et tapageur pour les autres et celle d'une sacralité portée tantôt par des envolées « jihadistes » et agressives (les mouvances jihadistes et populistes) tantôt par un retour aux sources archaïque et sans innovations conceptuelle (Les différentes sensibilités des « frères-musulmanisme »).

Si les révolutions européennes elles, ont abouti à la destitution du pouvoir céleste et son église, les révoltes musulmanes se consacrent toujours à destituer les gouvernants. Ce pli politique renforcé par les puissances assabiennes n'a jamais dérogé à la règle et même quand l'islam était la matrice unique du lien social, les divisions, les conflits et les blocages étaient aussi de mise sur les questions de gouvernance tantôt,

pour l'hégémonisme tribalo-confrérique, tantôt pour diffuser une daawa ou défendre un dogme.

Des phénomènes politiques non encore suffisamment étudiés et ayant trait au retrait de l'autorité étatique et au vide institutionnel qui ont lieu les espaces sahariens du Maghreb juste après l'effondrement de la dynastie des mourabitoune nous révèlent que les communautés tribales, ont développé un système de gouvernance sans centralité politique. On a assisté à un développement de l'action et de l'intervention des sociétés civiles (El Moujtamaà Al Ahli). Ainsi, l'organisation des caravanes du Haj, l'organisation de l'enseignement, la planification des villes et la spécialisation fonctionnelle des tribus et des zouis ont remédié à l'absence de l'autorité politique centrale.

2-Gouvernance : paramètres de performance et relents anthropologiques

La politique et les modes de la gouvernance sont partagés entre les constructions discursives intellectuelles et l'état anthropologique des entités et des identités impliquées par et dans l'acte de la gouvernance.

Un imbroglio complexe sépare en effet l'état avec ses institutions, groupes d'intérêts d'un côté et l'ensemble des clans, des tribus et des communautés périphériques qui chacun selon son statut et son poids revendique alors une place convenable dans l'échiquier de la représentation politique et une part appréciable dans le partage de la richesse communautaire. C'est une sorte de convivialité anthropologique qui conditionnerait la fondation du lien social et son corollaire le contrat politique. L'évaluation de l'efficacité de la gestion politique et économique est déterminée alors d'un côté par les paramètres relatifs aux questions de développement et de croissances macro-économiques et micro-économiques, mais aussi d'un autre côté par des paramètres à relent anthropologique.

La bonne gouvernance est un concept formateur, il n'a pas toujours besoin de complexité et d'appareil. Il refuse l'universalisme et les généralisations contraignantes. Il reste alors une expérience liée à une histoire, à un espace et à une mémoire.

Derrière toute bonne gouvernance se cache une idée du bien, une philosophie du adl et une certaine conception de l'ordre qu'il soit humain ou divin.

En effet toutes les cultures humaines peuvent avoir des réponses et des solutions face à des problèmes déterminés, elles ne peuvent en aucun cas posséder toutes les solutions et toutes les réponses.

Si les objets de la pensée peuvent se ressembler, les réponses et les solutions apportées ne peuvent aucunement être identiques. Si la pensée contemporaine commence à construire sa régionalité, la politique comme la culture sont par essence régionales et exprime la spécificité de l'intelligence et du génie d'une communauté.

3-Repères historiques et fondement anthropologiques de la question de la gouvernance dans le monde arabo-musulman

Les mécanismes juridiques qui cadrent les questions des droits et des devoirs et délimitent les espaces des libertés et des responsabilités individuelles et collectives dans les cultures humaines et dans les esprits des différentes civilisations diffèrent sans se contredire foncièrement.

Ainsi la question des droits, houkook, est globalement plus développée dans la pensée juridique et le discours sociologique de l'Occident. Le développement de la culture revendicative et l'esprit des luttes sociales qui l'ont caractérisée a profondément marquée et souvent structuré les modèles politiques.

La tradition politico-religieuse du monde musulman est axée surtout sur les obligations wajibate. Le Kharaj et le système archaïque des impôts dans sa globalité, le pouvoir indiscutable et indiscuté de l'autorité religieuse, l'action déstructurante et destructive des assabiates adaptables et adaptées aux différents contextes de la politique, ont fait des wajibate (obligations) une « seconde religion » qui habite les esprits et cadennasse les volontés les plus tenaces.

Le fakih et ses **madahib** qui sont en fait une production de la pensée des hommes a dépossédé la raison collective des ses facultés critiques et s'est imposé alors comme une vérité absolue qui échappe à la critique

alors qu'il est en réalité une production normative fondée sur la différence.

Ibn Taimia le fakih tant décrié par les idéologues des modernités, mal compris par ses disciples avait courageusement sans être compris annoncé en son temps la nécessité de ne plus sacrifier les idées doctrinales et faire en sorte qu'elles ne soient que des référents pour la pensée et non des vérités tranchées.

Ibn Khaldoun dont la structure de la pensée et les sens de son action politique tournent essentiellement autour de l'Ijtima et ses exigences avait explicitement annoncé en son temps que la liberté et non la contrainte fonde le oumran qui ne peut progresser que par l'apport toujours renouvelé de la politique rationnelle (siassa akliya) et de l'action normative (al amal al kholouki). Il avait appelé à légiférer sur l'indépendance de la monnaie vis-à-vis des pouvoirs sultaniens

Et averti des conséquences de l'intervention de l'état dans les affaires économiques et commerciales.

La tradition intellectuelle de l'Islam et la pensée théorico religieuse des différents courants (Sunnisme Muatazilisme, Kharijisme et chiisme) n'a pas été insensible aux exigences de la dynamique du Oumran, seulement cette pensée n'a pas toujours réussi à conceptualiser ses approches et à vulgariser les idées.

L'ambiance de la culture de la foi Al Akida qui elle aussi n'est pas conceptualisée ni dans le Coran ni dans la tradition prophétique, a réduit l'émergence d'une pédagogie intellectuelle structurante. Si les cercles des élites musulmanes ont fleuri et essaimé l'espace et les institutions, cet élan n'a pas abouti comme cela a été le cas en Europe dès le 16^{ème} siècle a enclenché une osmose entre l'évolution de la pensée et le développement des sociétés menacées qu'elles étaient par un démantèlement structurel de ses ordres, des ses idées et surtout de son Oumran.

Cette tendance régressive s'est soldée par la dilapidation de tout l'héritage relatif à l'urbanité et à l'esthétique musulmane pour finir coincé dans une écologie politique fondée sur le rudimentaire (Les nawaziles) qui a engendré toutes les assabiates. C'est le commencement des logiques perverses qui n'ont fait au-delà de l'agitation idéologique de

certaines foukaha qui creusent davantage les fractures qui de leur côté ont anéanti les chances d'une compétition raisonnée avec l'Occident.

Le monde musulman n'a pas en dépit de ses retards et des archaïsmes quitté les couloirs de la civilisation. Il est resté tétanisé qu'il est accroché au rythme d'une course qui le dépasse. Le souffle de l'intelligence coupé, il s'est rabattu sur ses mythes d'origine préférant « le clos à l'ouvert ».

Mais dire que la gouvernance et surtout celle de la bonne gouvernance est une météorite qui vient de tomber venant de la galaxie de la banque mondiale, C'est faire l'impasse sur une tradition intellectuelle riche et profonde qui a alimenté les mouvements sociaux et argumenté les doctrines des oppositions qu'on appelle les « mil⁽¹⁰⁾ al et les nihāl »

La tradition islamique a produit en effet un patrimoine intellectuel divers sur la question de la gouvernance qui renvoie essentiellement à de la légitimité khilafienne puis sultanienne et aussi à la question de la bonne gouvernance avec ses discours et structures.

Les logiques des contrats politiques qui ont jalonné depuis l'avènement de l'islam et les violences qui les ont accompagnées ne concernent pas le modèle sultanien et ses pratiques, comme le suggère le fikh sultanien et ses prolongements dans la pensée politique musulmane, mais c'est surtout de la gouvernance et particulièrement de la bonne gouvernance qu'il s'agit.

Du contrat de la médiation prophétique ⁽¹¹⁾ au contrat politique républicain contemporain (basé sur le droit positif et aussi sur un bon pan de la charià) en passant successivement par le contrat Khilafien (Rachidien), le contrat du Moultk sultanien (Oumayyade et abbasside) et ses différentes variantes doctrinales, le fond des débats théologiques (sunnisme, chiïsme, Kharijisme et muatazilisme) et philosophiques

10. Voir à ce sujet notre thèse d'état « les arabes : parenté, sacré et pouvoir » 912 p université d'Oran, et aussi Chahrstani, « al milal wa nihāl », Al baghdadi, Al firak dein Al firak».

11. Communication céleste des sens et des normes.

(Ibn Rochd et ibn Khaldoun en l'occurrence) et les bouleversements politiques majeurs qui se sont couronnés par les sultanats assabiens fragmentaires et réfractaire à l'idée de la centralité politique, l'imaginaire social musulman était et reste accroché non à l'identité institutionnelle du modèle politique, mais surtout à ses capacités adliennes ⁽¹²⁾ à ses compétences à gérer les intérêts de la Umma et à protéger les gouvernés du despotisme des gouvernants. Toutes les frustrations de la conscience proviennent de la perversion de la norme politique.

La culture musulmane tout genre confondu (littérature, mythes, légendes et historiographie, satires) a marqué l'imaginaire par ses apports esthétiques et idéologiques concentrés sur le bon gouvernement devenue face aux despotisme, et devant l'hégémonisme assabien un mythe inaccessible , mahdien millénariste.

Et contrairement aux idées établies, la pensée politique musulmane n'a jamais cessé de s'impliquer courageusement dans les enjeux qui ont marqué la sociologie musulmane. Ainsi de l'enjeu de la pensée dans le modèle de la cité à la pensée des enjeux qui ont émaillé la crise sociétal en Islam, les penseurs musulmans ont lu sans jamais approuver les logiques de la décadence et de la désurbanisation. Ibn Rochd du haut de son 13 siècle a réinitié le platonisme politique, Ibn Khaldoun a analysé qualitativement les logiques structurelles et écologiques de la faillite, et Ibn Al Azrak a couronné l'oeuvre par une étude légendaire sur le politique et le normatif.

Les savants musulmans ont décelé à temps les logiques de l'ingouvernabilité et ont saisi les fondements sociologiques et normatifs d'une crise annoncée. Ils ont compris alors que les modèles institutionnels traditionnels et la pensée qui les porte ne sont plus conformes aux enjeux que les mutations du monde imposaient.

12. Pouvoir de justice et d'égalité.

Plusieurs siècles après, Le professeur Arkoun semble avoir trouvé une parade et une sorte d'échappatoire théorique qui hante tant l'esprit des dialecticiens d'une laïcité à l'Algérienne que les convictions ardentes des défenseurs non de l'Islamité de l'état mais d'un état islamique chanté comme un hymne ou un mythe existentiel.

Le divorce contraignant et circonstancié entre la pensée en Islam et l'Islam en tant que religion selon sa conception peut à long terme libérer « l'imaginaire social des musulmans des connaissances fausses ».

C'est une hypothèse forte certes, mais le maillon manquant c'est le statut et la légitimité du chirurgien qui doit prendre en charge l'opération de séparation.

Cette légitimité n'est pas seulement d'ordre méthodologique, mais particulièrement d'ordre culturel. Le fikh Assoultani et fikh el Makassid wa al Maaalat constituent l'objet prioritaire de cette entreprise que la pensée musulmane a toujours reporté depuis les prémices de la nahda.

4-L'Algérie ou les interférences qui attendent une floraison toujours retardée

Aujourd'hui l'Algérie et après des ruptures et les agressions qui ont ravagé la mémoire et provoqué des déboires, négocie avec elle-même les virages de ses modernisations politiques.

L'espace sociologique et la tradition politique algérienne ont une histoire particulière tant en ce qui concerne le rapport avec l'occident que le rapport avec le patrimoine politico-religieux de l'islam. Cet espace a été le premier à forger sa déférence et son autonomie vis-à-vis du Moulk Abbasside qu'on appelle abusivement khilafa. l'ibadisme et son émirat sont fondés sur une certaine idée de la justice et du travail.

Si les logiques de la fragmentation ont été profondes, les méfiances remarquées face à la centralité politique traditionnelle avec les séquelles encore vivaces d'une culture beylicale alimentée par une écologie politique à dominance ruralo assabienne, l'Algérie s'est aussi construite dans une tradition politique fondée sur un mouvement politique pluriel et un nationalisme libérateur le plus fécond et qui a en marqué son

identité politique actuelle. Les fruits et les paradoxes de son développement, sa crise et sa fitna, n'ont pas occulté la question de la légitimité du pouvoir et la problématique de la gouvernance. L'un des tous premiers discours du président algérien en exercice a été axé sur la bonne gouvernance qui est devenu par la suite un leitmotiv et une référence des autres acteurs de la scène politique algérienne.

Les initiés de la haute voltige politique diront que c'est un météorite venant de la galaxie de la banque mondiale qui est tombée dans les jardins du président algérien, Les soufis en politique diront qu'il s'agit d'un « rêve » politique agrémenté et rehaussé par les saints du bled et ses anges gardiens, les observateurs de terroirs désengagés des brouillards politiques et branchés sur les profondeurs de l'Algérie, diront qu'il s'agit d'abord d'une demande sociale insatisfaite que la déviance d'un système politique qui rompu avec son populisme égalitariste a tenté maladroitement d'étouffer. Ils diront aussi qu'il s'agit d'un choc mal contenu par un slogan mal venu. Pour une meilleure vie, par lequel on a essayé d'effacer l'image d'un pouvoir bien ancré.

Le suivi de l'argumentaire de la crise étalé d'abord par l'écrit et ensuite par le sang montre que durant vingt ans presque l'Algérie a perdu ses repères politiques et gâché son patrimoine historique dans le domaine.

Le pilotage improvisé de la société, l'effondrement du nationalisme, le détournement de l'état par les dépositaires des idéologies peu enracinées dans les consciences ont réduit la fonction sociale de l'autorité et remis sur le tapis une nouvelle fois les fondements de l'état tranchés avec un génie remarquable par le document historique, l'appel du premier novembre qui élabore l'architecture d'un Etat démocratique et social imprégné des valeurs de l'Islam.

Dans le triptyque « démocratique, social, imprégné des valeurs de l'Islam » se concentrent en réalité les valeurs consensuelles d'abord du mouvement national algérien, l'esprit combatif et jihadien de la génération de l'indépendance et celles qui l'ont précédée, mais aussi une avancée historique dans l'apprentissage et la construction politique en Algérie. Une rupture définitive avec les archaïsmes structuraux de la

pensée et de l'organisation sociale, une négociation avancée dans le domaine du développement, des ambitions exprimées dans le secteur de l'éducation, une participation active dans la scène internationale font que l'Algérie a d'une certaine manière inscrit son parcours dans les logiques des états émergents. Ce programme partiellement réalisé a subi un naufrage inattendu. La mauvaise gouvernance conjuguée à une conjoncture compliquée dans les relations internationales ont mené vers l'échec et la fitna.

Toutefois, les algériens ont toujours négocié par des procédés souvent discutables les exigences d'une bonne gouvernance qui délimiterait alors les excès d'un populisme inconséquent, mais qui engagerait la collectivité nationale dans le renouveau. L'hypothèse la plus forte reste liée à la capacité des hommes à faire un Etat où la capacité de l'Etat a engendré les hommes de la bonne gouvernance. Les équipements anthropologiques évoqués, les démantèlements provoqués par la fitna, les douleurs et les séquelles de la crise qui constituent des lourdeurs peuvent aussi pousser s'il sont accompagnés par une communication politique conséquente, vers la recomposition du champs politique qui prendrait en charge la refondation nationale et la modernisation de l'Etat. Celui-ci constituerait la matrice d'une nouvelle gouvernance qui ne serait que bonne ou ne le sera pas. Les signaux exprimés par l'Algérie durant plus de quatre siècles renseignent en dépit de la parenthèse coloniale fut-elle longue et violemment agressive, sur un malaise institutionnel et écologique envers la centralité politique et une vraie déviance vers l'autorité étatique au profit d'autres formes d'autorité encore vivaces telles l'autorité confrérique, et les obédiences dictées par la parenté ou les alliances d'intérêt qui ne concordent pas souvent avec l'organisation étatique. L'intégration politique ne dépend pas seulement de l'exigence démocratique et de la bonne gouvernance. Elle relève aussi d'une culture politique citoyenne qui rompt progressivement avec les réflexes des territorialités ambiguës et dépasse les appartenances de terroirs.

Ce n'est pas un lourd handicap comparé avec d'autres situations, mais toutefois, la citoyenneté noyau dure de la république, doit se construire sur des idéaux qui sont les siens et non sur des hydratas

anthropologiques qui montrent leurs survivances durant la crise majeure et continuent toujours au sein même de l'Etat à fonctionner comme des corps exogènes à l'esprit de l'état républicaine. Les mentalités assabiennes et tribales négocient souvent l'aléatoire en politique et l'accessoire en stratégie. Agissant au sein des institutions de la représentation politique, il la transforme progressivement en coquille sans intérêt stratégique et font surtout dans le décor et les ornements discursifs.

Les conséquences de la fitna et les retombées de la crise tant en Algérie que dans le reste du monde arabe font que la démocratie de sa fonction sociale dans le champ de la représentation politique glisse actuellement vers une autre instrumentalisation.

N'étant pas toujours une valeur admise dans les matrices des valeurs politiques des dites sociétés, elle est non seulement compromise, mais utilisée exclusivement pour combattre le pouvoir ou le récupérer.

L'identité citoyenne, qui semble incertaine, et l'identité religieuse se disputent des espaces politiques. La première fonctionnant dans le champ politique externe au religieux est accusée par la seconde comme étant areligieuse, la deuxième fonctionnant dans la matrice du sacré continue de cultiver les vérités « absolues » qui ne concordent pas avec l'essence de la politique. L'instabilité des idées, engendre l'instabilité des sociétés, les consensus deviennent alors une exigence et peut-être une sorte de vitalité qui imposerait dans la diversité et le tamayouz une gouvernance tant attendue dans le monde arabe. Le laboratoire Algérie n'a pas donné tous ses secrets, Le laboratoire Egypte avec ses frères musulmans est aussi une expérience à suivre dans le domaine de la gouvernance et de l'alternance.

La bonne gouvernance qui fait aujourd'hui discours sans souvent laisser de traces visibles sur l'action publique n'est plus un choix négociable, mais seulement une méthode à mettre en oeuvre sinon les menaces de la crise se transformeront en danger potentiel pour les équilibres vitaux de la société algérienne dans sa globalité.

La crise de société et les manifestations qu'elle exprime ne sont jamais sectorielles, mais essentiellement structurelles et particulière-

ment institutionnelles. Une crise est d'abord un état de situation politique qui échappe aux acteurs de la gouvernance, mais qui exige surtout une maîtrise de la diversité et de la particularité de la situation de gouvernance et des possibilités réelles de gouvernabilité. La gouvernance de la crise n'est pas une crise de gouvernance, mais une méthode politique de gouvernance qui rompt avec les logiques de la crise. Ainsi les hommes et les idées et même le système qui a enfanté la crise ne peuvent être recyclés. La politique a ses logiques et a aussi ses « déchets ».

5-Gouvernance de la mondialisation ou mondialisation d'une certaine gouvernance

Si Mohammed Arkoun a décidé de se défaire ⁽¹³⁾ de la modernité en récusant les mécanismes de la représentation politique aux USA en Angleterre et en France c'est que C'est que le berceau sociologique de la démocratie dite et faite, commence à s'éloigner de la matrice des idéaux philosophiques qui durant des siècles l'ont ancrée.

La planète politique de notre temps et les modèles politiques qui l'ont caractérisé amorcent semble-il une mue qui ne tardera pas à changer sa fonction. De l'Etat de la raison politique des égalités et des libertés annoncées et cultivées, on glisse sans le dire, vers un Etat fort, riche à l'extrême, mais efficace quand à la question de la sécurité qui devienne alors un mythe de gouvernance.

La dimension politique et sécuritaire tentaculaire du nouvel empire et qui dépasse l'hégémonisme traditionnel des empires historiques, mis le gouvernement du monde dans un paradoxe révélateur. D'un côté des Etats tentaculaires et obèses qui se liguent pour prendre en main les destinées du monde et d'un autre côté, les états chétifs et obsolètes souvent ruinés qui deviennent alors un danger pour la paix, la sécurité dans le monde.

Apparaît alors l'importance et l'efficacité des institutions internationales et les organisations non gouvernementales comme structures

13. Entretien au « quotidien d'Oran, jeudi 27 octobre 2005.

organisationnelles animées par de nouveaux acteurs sociaux et capables de remédier aux handicaps des gouvernements. Dans le système des relations internationales, la gouvernance apparaît alors comme une gouvernance sans gouvernement. Le principe de la souveraineté est mis à rude épreuve et apparaît alors comme une vieille recette politique. Les constituants juridiques et anthropologiques de la nationalité et les structures idéologiques et subjectives des nationalismes céderont progressivement devant l'avancée d'une nouvelle citoyenneté sans odeur et sans couleur. Les identités religieuses ou écologiques se dissolvent et se désagrègent dans les matrices de la nouvelle culture médiatique. L'universel serait le creuset où se construisent dans le cadre d'un fonctionnalisme et d'un pragmatisme à l'américaine, les normes et les valeurs qui fondent les relations sociales.

C'est cette tendance philosophique et politique qui essaie de glorifier les rôles des ONG pour les placer alors comme armatures du nouvel ordre politique international. Le résultat serait comme « le suggère avec ironie Anne Marie Slaughter un ordre mondial dans lequel les réseaux de gouvernance globale relieraient Microsoft, l'Eglise catholique, Amnesty international, avec l'union européenne, les Nations unies, et la Catalogne »⁽¹⁴⁾.

Les réserves et les analyses sur la question de la bonne gouvernance nous réconfortent dans l'idée que cette dernière en dépit des appétits des uns et de la sensibilité des autres est un processus toujours en construction et jamais définitif. Si les idéologies peuvent le stigmatiser, l'avancée de la norme juridique le réconforte. Si les mentalités perdantes peuvent le perturber, les idées et l'intelligence le perfectionnent.

En effet, la complexité des tâches politiques et les exigences accrues du contrat politique demandent de plus en plus un apport conséquent

14. Anne Marie Slaughter « The Real Now world Order, foreign affair 76, n° 5 1997 p184 in Pierre de Senarclens « la mondialisation, théories, enjeux et débats » ed. A. Colin 3è Ed. p52.

en terme d'intelligence et de compétence et la qualité des élites fait aujourd'hui que les hommes d'Etat dépendent de l'état des hommes.

Si les sociétés grandissent toujours, les systèmes politiques et les états toute proportion gardée, sont de fait appelés à une nouvelle reconfiguration.

L'Etat obèse né des sociétés complexes peut devenir sous les coups de buttoir du mondialisme d'un Etat concessionnaire, les Etats des territorialités enclavés dans la dépendance historique et incapables de manifester une synergie politique structurante, seront réduits par la force des choses à de simples représentations qui dépendent d'une puissance sans visage apparent.

CONCLUSION

La gouvernance et ses différentes facettes se lit et se mesure comme l'aurait annoncé le poète sur les traces laissées sur les sables mouvants de l'histoire.

La bonne gouvernance reste cette capacité intrinsèque que possède une société à produire la politique et à faire ressortir à chaque fois la force de l'arbitrage pour piloter les clivages et contenir les contradictions débordantes.

Et dès que ça déborde, les réflexes de la remise en ordre alors imposent une réflexion féconde sur les logiques de la gouvernance et non sur la pérennité d'un ordre.

Si les sciences politiques et la sociologie des pouvoirs peuvent pour la nécessité du discours et les convenances de la raison d'Etat se suffire des signaux externes des manifestations du politique, la bonne gouvernance se vérifie quant à elle dans la vision et les convictions des vrais acteurs et leurs capacités réelles à entreprendre les actions appropriées et engager la société dans la voie de l'efficacité et de la modernité fécondes et intelligentes qu'exige le contexte et impose l'intelligence.

El Houkm arrachid ne se vérifie pas uniquement dans les conjonctures favorables, mais ses compétences se révèlent aussi dans la gestion des crises et le pilotage des grands conflits que les conditions objectives

de l'histoire et de l'économie auraient pour une raison ou une autre imposé à une société déterminée. Les quarante dernières années qui ont marqué la vie politique arabe nous réconfortent aujourd'hui dans notre conviction qui consiste à dire que le développement n'est pas une affaire de quincaillerie industrielle ou de technologie, elle est une question de savoir et de gouvernance, une clairvoyance qui évite la dilapidation de la puissance, la puissance structurante, celle qui permet à une société de rester debout malgré les coups qu'elle subit.

Il serait parfois plus judicieux de lier l'esprit de la bonne gouvernance à une variance politique plutôt paradoxale. Il s'agit des « alliances amères » ou des « alliances de la haine » qui par leurs oppositions préserverait les systèmes politiques des déviations dangereuses vers la corruption. Les alliances de complaisance ne peuvent constituer les conditions de contrepouvoirs qui préserveraient la société des despotismes des gouvernants.

L'espace arabo-musulman partagé depuis cinquante ans entre Les Ourouch (les trônes), Jouyouch (les armées) et les chooub (les peuples) est en train de négocier de nouvelles formules. L'islah incertain de la sahwa ⁽¹⁵⁾, le islah raisonné et consensuel fondé sur une gouvernance serein et le islah posé, proposé et imposé par le nouvel empire. Tout ce qui s'impose à la gouvernance est déviance, les excès de puissance en politique mènent au suicide, reste alors l'émergence d'une rationalité politique dans le domaine des idées qui accompagneraient alors le développement politique et humain et créeraient les matrices fécondes d'une gouvernance qui serait la bonne et la plus sûre.

La bonne gouvernance se conjugue toujours au présent et se chante selon les hymnes des cultures et vit comme une harmonie entre la force et la politique, entre le mythe transcendantal de la justice et les poids d'un réel supporté et accepté.

15. Curieusement la pensée de la nahda devenue aujourd'hui la sahwa était à travers tous ses maîtres de pensée une admiratrice des modernisations réalisées par l'occident sans épouser, par manque d'assimilation ou par refus philosophique le concept de la modernité et ses référents philosophiques